RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE REVISION COMPTABLE

SESSION DE MARS 2018

EPREUVE DE
AUDIT FINANCIER & ETHIQUE PROFESSIONNELLE

Durée : 3 heures

Le sujet se présente sous la forme de deux parties indépendantes :

<i>Première partie :</i>	<i>9 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Seconde partie :</i>	<i>11 points</i>	<i>Page 4</i>

Notes :

1. *Aucun document n'est autorisé.*
2. *Matériel autorisé : une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel.*
3. *Le sujet comporte 6 pages (y compris la page de garde).*
4. *Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*

Première partie (9 points)

Exercice N° 1 : (5 points) :

Vous avez intégré le cabinet d'expertise comptable « CIE » auprès duquel vous comptez accomplir votre stage réglementaire. Ce cabinet est constitué sous forme d'une société à responsabilité limitée. Le capital de la société est détenu, à parts égales, par les quatre associés dont trois experts comptables membres de l'ordre des Experts Comptables de Tunisie et un jeune stagiaire salarié du cabinet inscrit à l'ordre dans la liste des stagiaires.

Désirant contrôler la qualité des prestations fournies par le cabinet, le gérant vous charge d'une mission interne, devant aboutir à la rédaction d'un rapport comportant une évaluation du respect, par le cabinet, des principes fondamentaux d'éthique de l'IFAC et de la réglementation nationale.

Pour cela, vous avez pu collecter les informations suivantes :

1. « Mr Néjib » l'un des associés du cabinet, vient de prendre sa retraite. Le jeune stagiaire salarié et associé du cabinet « CIE », lui a succédé pour devenir responsable et signataire du dernier dossier qu'il avait à sa charge. Ce dossier procurait à « Mr Néjib » 100% de ses honoraires.
2. Suite aux défaillances constatées au niveau de son système d'information, la société « ABC Leasing », demande au cabinet « CIE » de l'assister dans l'installation d'un système informatisé pour la gestion des archives. Le cabinet n'a pas d'expérience dans ce genre de travaux et ne connaît pas les documents à archiver du client ; il fait donc appel à un consultant en informatique. Le consultant n'est pas un praticien de l'expertise comptable, mais le cabinet a confiance dans ses compétences professionnelles. En raison de la nature très technique du travail, le cabinet est incapable de superviser le travail du consultant. Vers la fin de la mission, le cabinet a été sollicité par la société « BKR Leasing » l'un des concurrents de la société « ABC Leasing » pour lui confier une mission similaire.
3. 3-1- A la demande d'un associé détenant 2% du capital de la société « AEC », le cabinet avait envoyé, à la fin de l'année 2017, une lettre à la directrice de « AEC », par laquelle il propose ses services professionnels d'audit à des conditions avantageuses en remplacement de l'ancien auditeur.
L'offre du cabinet a été retenue sans aucune consultation ou appel d'offres. Le cabinet a ainsi obtenu une lettre de mission, il n'a pas communiqué avec l'auditeur prédécesseur, et n'envisage pas de le faire.
3-2- Après l'acceptation de la mission, l'associé principal du cabinet « CIE » constate qu'il détient 5% du capital d'une société tierce « A », alors que le propriétaire de « AEC » détient personnellement une participation de 46% dans le capital de cette même société « A ».
4. Suite à une crise de liquidité, la directrice de la société « KLM » envisage de demander la restitution du crédit d'impôts provenant des retenues à la source effectuées par les clients. Elle a chargé « Mr. Riadh », expert comptable d'une mission d'audit fiscal afin d'estimer le risque fiscal inhérent à cette demande. « Mr.

Riadh » assure qu'il pourrait permettre à la société d'obtenir un remboursement intégral de l'impôt sur les sociétés surtout qu'il dispose de bonnes relations avec les services de l'administration fiscale. La directrice de la société « KLM » a proposé au cabinet « CIE » de s'assurer de la réalité des affirmations de « Mr. Riadh », d'autant plus que les honoraires seront fixés à 10% du montant restitué lorsque celui-ci serait obtenu.

Travail à faire :

- 1- *Par référence au code d'éthique de l'IFAC et à la réglementation de la profession en Tunisie, indiquez pour chaque point (de 1 à 4) les menaces éventuelles aux principes fondamentaux ainsi que les bonnes pratiques à mettre en œuvre ? (3,5 points)*
- 2- *Discuter, pour le point 3-2, des mesures de sauvegarde éventuelles à mettre en œuvre, de la manière de gérer la participation, ainsi que du dilemme d'éthique éventuel s'il y'a lieu ?. (1,5 points)*

EXERCICE N° 2 : (4 points)

La société « ALPHA NEGOCE » est une société à responsabilité limitée, constituée en 2012 ayant pour objet la commercialisation en gros des articles de prêts à porter d'une marque internationale, et ce, dans le cadre d'un contrat de franchise.

Mr Ahmed a été nommé commissaires aux comptes de la société depuis sa création. La société vise actuellement l'extension de son activité par la distribution d'autres marques internationales, ce qui nécessite la recherche de fonds nécessaires pour le financement du stock. Dans ce cadre, le directeur de la société « ALPHA NEGOCE » a confirmé que la société négocie avec un investisseur étranger l'injection des fonds nécessaires.

A cet effet, l'investisseur conditionne le déblocage du financement à la réception des documents suivants visés par un expert comptable :

- Les états financiers résumés des trois derniers exercices,
- un rapport sur la fiabilité du plan d'affaires.

Le cabinet auprès duquel vous effectuez votre stage a été chargé de ces deux missions, le directeur de la société « ALPHA NEGOCE » insiste sur l'urgence de l'achèvement des travaux, il ne veut rien signer, ni lettre de mission ni d'affirmation et vous donne un délais maximum de 15 jours pour recevoir le rapport de chaque mission.

Travail à faire :

1. *Précisez la nature des deux missions, les règles d'éthique et les normes qui leur sont applicables ?. (1 point)*
2. *Mr Ahmed peut-il accepter de réaliser cette mission, préciser les raisons ? (0,5 point)*
3. *Présenter les diligences spécifiques requises en matière d'acceptation et de conduite des deux missions ?. (1,5 points)*
4. *Présenter, dans un cadre général, le modèle d'opinion pour ces missions ?. (1 point)*

Seconde partie (11 points)

La société **AZS-CONSEIL**, cabinet d'expertise comptable, est désignée, au titre de l'exercice 2015, auditeur contractuel de la société **ALPHA**, filiale d'une société allemande **ALPHA-INTERNATIONAL** opérant dans le secteur de composants automobiles. Elle assure la sous-traitance des composants à la société mère, aux sociétés du groupes ainsi qu'à d'autres sociétés.

Conformément à la politique de fixation des prix de transfert du groupe, le prix de vente aux sociétés du groupe est fixé selon la formule suivante : Coût d'achat des matières premières + une marge de 10%.

Début 2015, Mr Bernard, ayant la nationalité allemande, est désigné directeur général de la société. Il est rémunéré sur les revenus comptabilisés comme suit :

- pour les ventes hors groupe : rémunération de 0,01%.
- Pour les ventes réalisées avec le groupe : rémunération de 1%.

L'associé responsable du dossier, vous charge de la revue des travaux d'audit des états financiers de la société **ALPHA** relatifs à l'exercice 2015, conformément aux normes internationales d'audit. Vous obtenez les informations suivantes :

(1) Extrait de états financiers : (en dinars)

Libellés	31/12/2015 (avant AUDIT)	31/12/2014 (après AUDIT)
Revenus	22.948.160	18.541.110
Vente de composants au groupe	13.122.540	10.125.860
Vente de composants hors groupe	9.825.620	8.415.250
Charges d'exploitation		
Achats consommés de matières premières	20.256.378	16.276.965
Charges de personnel	720.830	640.820
Dotations aux amortissements	1.420.430	1.340.420
Autres charges d'exploitations	568.936	125.260
Résultat avant impôt	3.585	179.944
Clients et comptes rattachés		
Clients du groupe	6.228.450	4.240.222
Clients hors groupe	4.400.500	1.900.400
Stocks	1.045.507	1.125.326
Total bilan	24.087.504	21.905.0874

En outre, l'équipe d'audit a eu accès à une lettre d'un client qui représente 45% de revenus annuels hors groupe, par laquelle il informe la société **ALPHA** qu'il ne renouvelle pas l'accord commercial venant à expiration en mars 2016. Le client semble avoir trouvé un fournisseur chinois qui offre de meilleures conditions.

(2) Inventaire des stocks

Le cabinet n'a pas envoyé une équipe pour assister à l'inventaire physique de fin d'année, le responsable de mission estime que le cabinet ne peut assister à tous les inventaires de tous ses clients. Pour les stocks déposés chez des tiers (1/4 des stocks), une circularisation est suffisante pour collecter des éléments probants suffisants et appropriés.

(3) Achats-Fournisseurs

En cas de besoin de matières premières, les responsables de production remplissent une demande d'achat et l'envoie au service achat. Les formes de demande n'exigent pas l'autorisation et aucune référence n'est faite au niveau des stocks. Sur la base de la liste des fournisseurs, arrêtée par le conseil d'administration du 12/05/2012, le directeur des achats autorise les ordres. A la réception des achats, le service magasin vérifie la conformité et la qualité des matières reçues. Les factures d'achats sont alors envoyées directement au service comptable pour enregistrement.

L'auditeur a évalué, pour les principales assertions de ce processus, les risques comme suit :

	Evaluation des risques
Risque d'Audit	15%
Risque Inhérent	Faible
Risque Lié au Contrôle	Faible

(4) Procès et contentieux

ALPHA a reçu en décembre 2015 un avis de la société mère l'informant qu'une action en justice est engagée par elle en Allemagne à son encontre, à cause du défaut de qualité d'une commande de 2.400.000 dinars produite par la société tunisienne. Si la société ALPHA est reconnue coupable, des pénalités qui peuvent atteindre 50% de la commande seront supportées par elle. Il est plus improbable que probable que l'assurance couvre de risque.

L'équipe d'audit a obtenu une lettre d'affirmation, signée par le directeur général et le directeur contrôle qualité, attestant qu'il n'est pas attendu d'engager la responsabilité de la société pour cette commande.

Les autres travaux effectués par l'équipe du cabinet ont consisté à demander des informations auprès du responsable juridique qui a affirmé, oralement, que c'est le seul litige en cours.

(5) Tests de procédures des ventes

Le responsable du dossier décide de se baser sur l'efficacité des contrôles internes du processus ventes-recouvrements testées il y'a deux ans. Le dernier jour de travail de l'équipe dans la société, il découvre, lors d'une discussion sur le traitement comptable à réserver à des dépenses de modernisation du système d'information, que la société a mis en place une organisation autour d'un nouveau logiciel (ERP) fonctionnel depuis le second semestre de l'année 2015.

(6) Achèvement des travaux

Sur la base des indicateurs financiers définitifs déterminés après l'intervention du cabinet, il s'avère que le seuil de signification définitif de l'exercice 2015 est de 410.000 dinars. Le cabinet avait planifié la mission et réalisé les tests sur la base d'un seuil global, déterminé sur la base des indicateurs de l'exercice 2014, de 350.000 dinars.

Face à cette situation, le responsable de mission est perplexe et hésite sur le choix de l'une des alternatives suivantes :

- A1- Revenir à la société pour refaire les tests sur la base du nouveau seuil définitif ;
- A2- Ne rien faire.

(7) Rapport d'audit

Le cabinet a remis son rapport sur format électronique envoyé par Email, ce rapport comporte une double datation.

Contre toute attente, les responsables de la société constatent que le rapport a comporté un refus de certification. En effet, le cabinet estime que la continuité de l'exploitation est compromise, et qu'il faut passer à un référentiel comptable de la valeur liquidative.

Travail à faire :

- 1- *Identifier les risques d'anomalies significatives qui devraient être pris en compte lors de la planification de l'audit de l'exercice 2015 de la société ALPHA?. (2 points)*
- 2- *Préparer une note succincte indiquant pour la mission auprès du client ALPHA, en quoi les travaux effectués et les conclusions du cabinet dans les points de 2 à 5, ne sont pas éventuellement en conformité avec les normes internationales d'audit, tout en précisant le cas échéant les bonnes pratiques à mettre en oeuvre ?. (4,5 points)*
- 3- *Concernant le point 6, quelle alternative faut-il choisir sachant que le cabinet applique un seuil de travail de 80% du seuil global. Que faut-il faire dans le cas où le seuil définitif de 2015 est plus faible que celui déterminé sur la base des données de 2014 ?. En déduire, dans un cadre général, la relation qualitative entre le seuil et le risque d'audit d'un exercice N et celui de (N-1), ainsi que l'effet sur les éléments probants (évidence d'audit) à collecter en N et en (N-1) ?. (2 points)*
- 4- *Concernant le point 7, et tout en indiquant si l'effet « surprise » est adéquat, préciser :*
 - *les circonstances qui peuvent être à l'origine d'une double datation d'un rapport d'audit ?,*
 - *la validité de la remise d'un rapport sur support électronique ?,*
 - *le fondement éventuel de l'opinion ainsi exprimée ?. (2,5 points)*